

## “Je n’ai pas peur que l’Europe se détricote mais qu’elle ne se tricote pas assez vite”

**Union européenne** Pascal Lamy plaide pour l'émergence d'une souveraineté européenne.

Entretien Olivier le Bussy

**L**e monde a changé et oblige l'Europe à changer”, constate Pascal Lamy. L'ancien commissaire européen (1999-2004) au Commerce, ancien directeur général de l'Organisation mondiale du commerce (2005-2013) et aujourd'hui président du Forum de Paris pour la paix était l'hôte des Grandes conférences catholiques, la semaine dernière, pour parler de la souveraineté européenne. Il a accordé à *La Libre* un entretien sur le sujet

**La souveraineté européenne est un concept sur lequel s'est beaucoup exprimé le président français, Emmanuel Macron. Les autres États membres n'ont pas vraiment embrayé sur ses propositions pour développer cette souveraineté européenne. Pourquoi ?**

En matière de souveraineté, la France a une singularité idéologique qui la met sur un plan conceptuel assez à part des autres pays européens. La souveraineté est un concept qui fait partie de la culture politique et géopolitique française – on a moins de raisons que les Allemands de se méfier de ce que ça implique, et plus d'états de service historiques que les Belges en matière de souveraineté; pour les Italiens c'est assez récents, et ainsi de suite. Les Français l'oublient parfois. Quand vous êtes président de la République française, vous n'avez pas à trop vous interroger sur ce qu'est la souveraineté, parce que vous avez un type qui vous suit avec une valise qui contient le bouton nucléaire: le souverain, c'est vous. L'idée d'Emmanuel Macron, très mitterrandienne, est que l'Europe est le bon niveau d'exercice de la souveraineté dans le monde d'aujourd'hui. Même si elle est discutable sur le plan philosophique, j'y adhère pour des raisons géopolitiques. La vision du monde est sans doute plus irénique dans plusieurs pays européens qu'elle ne l'est du côté français ou anglais. Et, comme par hasard, ce sont les deux pays euro-

peens qui ont la capacité de projeter des forces militaires en dehors de leurs frontières.

**La vision de Macron et le Brexit, ce sont les deux faces de la pièce souveraineté ?** Bien sûr. Les Français et les Anglais baignent dans le même héritage historique et politique d'une vieille souveraineté, mais n'en tirent pas forcément les mêmes conséquences. La géographie pèse encore.

**Angela Merkel n'a répondu que très timidement à l'appel d'Emmanuel Macron. Comment expliquer l'inertie de l'Allemagne ?**

Ce sont les mauvais côtés des vertus du système allemand, cette fabrique à compromis. Cette concentration permanente n'est pas propice au mouvement. Les cas où la chancelière Merkel a utilisé son pouvoir constitutionnel, soit pour sortir du nucléaire, soit pour le *Wir schaffen das* (l'accueil de 800 000 réfugiés en 2015, *Ndlr*), n'ont pas été des grands succès sur le plan de la politique intérieure. La fin de cycle de Merkel est longue, compliquée, et pendant ce temps-là il ne se passe pas grand-chose. En même temps, on ne va pas changer la culture allemande et la culture française, d'autant qu'il y a des points de rencontre possibles. Le problème étant qu'il faut encore que ce soit au bon moment du cycle politique des deux côtés, ce qui ne se produit pas souvent.

**Cette idée de souveraineté européenne appelle à répondre à la question fondamentale qui n'a jamais été tranchée sur ce qu'est et devrait être l'Union européenne: un grand marché ou une puissance ?**

Ce dont je suis sûr, c'est que ce sera lent, parce que c'est un problème idéologique, institutionnel, politique, de légitimité. Ce que je ne sais pas, c'est si nous serons là à temps, dans un monde plus dangereux et brutal qu'à l'époque où l'Europe pouvait s'offrir une vision du monde somme toute assez pacifique.

Pendant très longtemps, ça n'a pas été un problème européen. Ça l'est devenu, sérieusement, depuis une dizaine d'années et il faut en tirer les conséquences tout en sachant que c'est un processus politique. Il faut aussi reconnaître – et j'ai moi-même évolué dans mes idées sur ce point entre mes débuts à Bruxelles et mon travail à Genève – que cette idée à la Schuman que l'intégration des économies produirait de l'intégration politique est une erreur anthropologique assez profonde. Il y a une barrière des espèces entre l'*homo economicus* et l'*homo civicus*, qu'il nous faudra franchir un jour pour que notre appartenance européenne soit émotionnellement ressentie.

*“Cette marche vers la souveraineté européenne passe aussi par un travail d'ordre mental, idéologique, symbolique et émotionnel qui reste à faire.”*

**Pascal Lamy**  
Président du Forum de Paris pour la paix

**Souveraineté européenne et intégration européenne sont indissociables ?**

Oui, étant entendu que l'intégration économique ne suffit pas à créer une intégration politique. Il faut aussi des processus de légitimation et d'approche de ce qu'est l'identité européenne sur lesquels on n'a pas beaucoup progressé. J'utilise cette formule : “Pas de souveraineté sans peuple; pas de peuple sans appartenance et pas d'appartenance sans émotion.” Le côté émotionnel de la construction européenne, on l'a largement laissé en friche. Jean Monnet n'a jamais prononcé la phrase qu'on lui prête “Si c'était à refaire je commencerais par la culture” – culture au sens allemand du terme, *kultur* – mais il y a quelque chose de vrai là-dedans. Je pense que cette marche, désormais incontournable, vers la souveraineté passe aussi par un travail d'ordre idéologique, mental, symbolique qui reste à faire.

**Quels éléments constitueraient cette souveraineté européenne ?**

Ça commence par le numérique, parce que là on est colonisés. Il n'y a pas un seul européen dans les dix premiers acteurs du numérique dans le monde. Le monétaire; le stratégique; la décarbonisation; les migrations: autant de tests

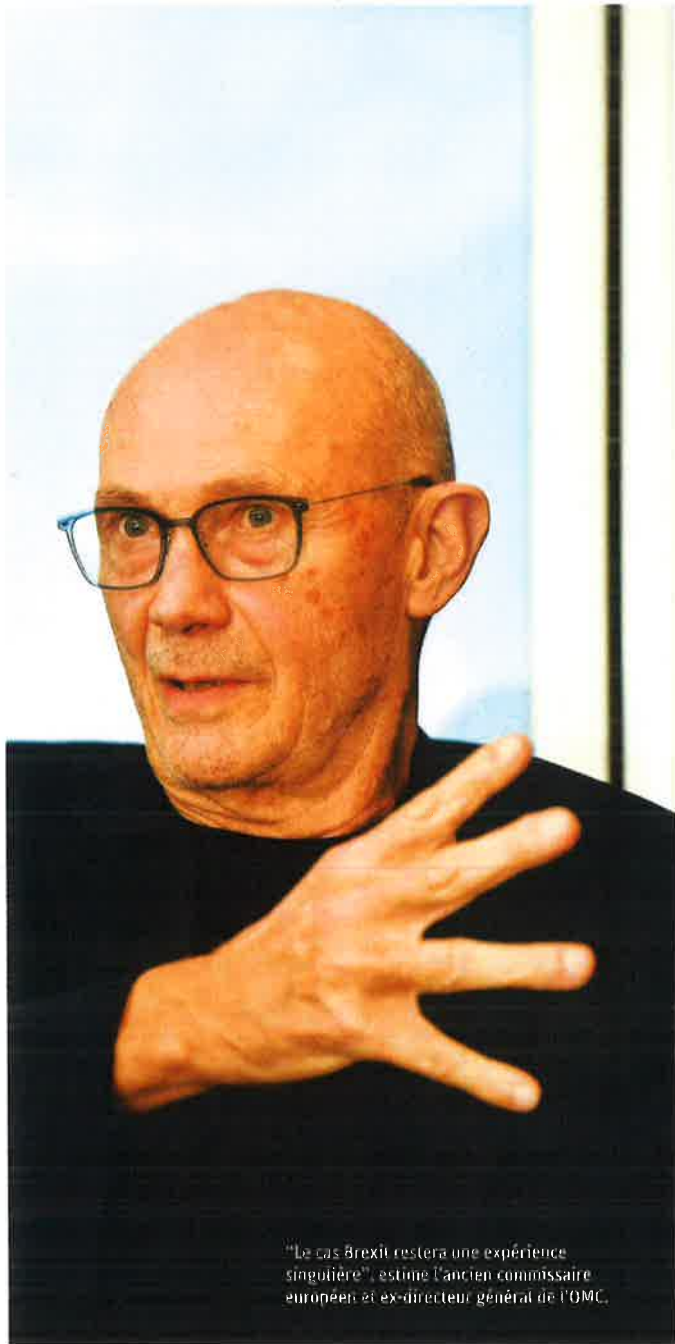
de la capacité de l'Union européenne à devenir davantage souveraine.

**Les crises (économique, migratoire...) qui ont secoué l'Europe lors de la dernière décennie sont soit latentes, soit résurgentes. Le projet européen est-il allé trop loin pour qu'un retour en arrière soit possible, sauf à provoquer une catastrophe? Ou bien doit-on envisager qu'il se défasse ?**

Le cas du Brexit est une expérience en détricotage qui, je pense, restera singulière. Les raisons pour lesquelles elle s'est produite sont historiques: c'est l'oscillation permanente du Royaume-Uni, qui a toujours voulu en être économiquement et pas politiquement. Selon les moments, un versant ou l'autre l'a emporté et on est dans une phase où c'est le versant de la distance politique

JEAN LUC FLEVAL





“Le cas Brexit restera une expérience singulière”, estime l’ancien commissaire européen et ex-directeur général de l’OMC.

## “Il n’y a pas de camp trumpien pour détruire le système international”

**Le multilatéralisme est en crise. Faut-il craindre qu'elle s'éternise, parce que des grandes puissances telles les États-Unis, la Chine ou la Russie privilégient le rapport de force?**

Le multilatéralisme est en crise depuis le milieu des années 90. La raison principale de cette difficulté à avancer – que l’on a bien vue sur la question climatique, qui en a été la plus grande victime –, c’est l’émergence des émergents et la remise en cause, non pas des principes du multilatéralisme, mais de la position relative des différents acteurs. Certains pays émergents, qui ont profité pour se développer de l’existence de ce système multilatéral, ne s’en sentent pas suffisamment propriétaires ou représentés, la Chine étant l’exemple le plus net. Même si, jusqu’à présent, ils n’ont ni conçu ni mis en place une vraie alternative.

Puis est arrivée la crise de 2008, le plus grand choc du capitalisme de marché globalisé depuis les années 1930, qui a énormément secoué les dispositifs de gouvernance mondiale, et qui à cause du sillage finance-économie, économie-social, social-politique est à l’origine de pulsions populistes dont on sait qu’elles sont a priori plus nationalistes qu’internationalistes. Le meilleur exemple est M. Trump, le premier président américain élu sur une plateforme protectionniste depuis 1900.

**Cette crise du multilatéralisme n’est pas neuve, mais plus aiguë?**

Ça l’est en raison de l’attitude américaine parce qu’on a un Président qui affiche une vision selon laquelle le monde est trop glo-

balisé et que ça a desservi les intérêts américains – même si cette thèse prête à rire au regard des faits. Il a adopté une attitude particulière qui consiste à brandir l’arme tarifaire à tout propos et avec des résultats fort médiocres à ce stade. Le système international se révèle cependant relativement résilient. Trump a beau avoir secoué le dispositif, on ne peut pas pour autant dire qu’il soit sur le point de s’écrouler. Ni la Russie de M. Poutine, ni la Turquie de M. Erdogan, ni le Brésil de M. Bolsonaro ne sont dans une attitude très coopérative, ni très impliqués dans la gestion du système international; néanmoins, il n’y a pas un camp “trumpien” pour démolir ce système au marteau-piqueur ou pour rebâtir autre chose.

*“La question climatique a été la plus grande victime de la crise du multilatéralisme.”*

**Les pas accomplis vers la gouvernance mondiale sont suffisamment importants pour qu’il soit difficile de revenir en arrière?**

Je le crois. Même s’il faut savoir évoluer et diversifier les acteurs de la gouvernance internationale, ce qui est notre méthode au Forum de Paris, pour ne pas seulement reposer sur des diplomates qui ont du mal à se mettre d’accord. Voyez la différence de technologie de gouvernance entre l’accord de Kyoto et l’accord de Paris pour le climat. L’un a été conclu à une époque où l’on faisait encore des “cathédrales”; l’autre est beaucoup plus souple, mais aussi plus diversifié. La séquence Objectif du millénaire-Objectifs du développement durable, c’est un progrès de gouvernance internationale. On a créé une fonction d’utilité collective qui peut servir de point de repère, pour des débats politiques nationaux.

**L’Union européenne n’a-t-elle pas absolument intérêt au maintien et au développement de ce cadre multilatéral pour pouvoir jouer un rôle sur la scène mondiale?**

Probablement, si. Beaucoup de pays dans le monde partagent ce point de vue mais trouvent assez commode que l’Europe soit en première ligne. En a-t-elle les moyens? C’est une autre affaire. Cela dépend où l’on se situe dans le cône de la souveraineté. Si vous êtes en bas, là où deux et deux font quatre, oui. Aujourd’hui, c’est l’UE qui a peu près stabilisé l’OMC dont Trump voulait se débarrasser. En matière de changement climatique, il y a une forme de leadership. Mais plus vous allez vers la *hard power*, moins l’UE est opérationnelle et cela prendra du temps pour avoir une souveraineté européenne qui lui permette de peser davantage sur les affaires du monde.

qui l’a emporté sur l’attraction économique. Je ne vois pas de trace de ce genre de tension sur le continent. Si les opinions ont bougé au cours des dix dernières années, c’est vers un retour à un soutien de l’intégration européenne au niveau de ce qu’il était avant la crise. Je ne pense pas que l’Europe se détériore, mais je ne suis pas sûr qu’elle se tricote assez vite au regard des enjeux nouveaux. Je n’ai pas envie que mes petits-enfants aient à choisir entre les États-Unis et la Chine. C’est le degré de soutien dans les opinions qui fera la différence. Le temps où les leaders politiques étaient à l’avant de leurs troupes est révolu, du moins momentanément.

→ Retrouvez l’intégralité de cet entretien sur [www.lalibre.be](http://www.lalibre.be)

### Épingle

**Quelles vont être les conséquences de l’épidémie de Covid-19 pour l’économie européenne, qui a mis énormément de temps à se remettre de la crise précédente?**

C’est très difficile à dire, parce que nous connaissons mal le profil de risque du virus. On estime que le pic de l’épidémie est derrière nous en Chine, mais on n’a pas la moindre idée de la manière dont les choses se présentent sur d’autres continents. Incertitude, donc.

Ce qui est sûr, c’est que c’est un choc majeur, à la fois sur l’offre et la demande. Cela impliquera des mesures de politiques économiques sans doute assez vigoureuses, à un moment où l’on sait que l’on n’a pas beaucoup de marges de manœuvre pour ce qui est des politiques monétaires, ce qui, inévitablement, reporte l’attention sur les mesures budgétaires: reports d’impôts, garanties étatiques de financements, indemnisation du chômage technique, accélérations de dépenses publiques le moment venu. Mettons qu’on était sur une trajectoire de croissance de 3% à l’échelle mondiale cette année, on est déjà à peu près sûr qu’on a perdu 0,5%. Ce sera peut-être le triple. Mais l’essentiel n’est pas là, il est dans la crise humanitaire et sociale en cours. Les questions économiques, comme en cas de guerre, passent au second plan.